

Le projet de loi 15 en quatre points



Solidaire
depuis 1921

VRAIMENT
PUBLIC

Le projet de loi 15 en quatre points points

Toutes et tous s'entendent pour dire que quelque chose ne tourne pas rond dans notre réseau de la santé et des services sociaux :

- ▶ Il est de plus en plus difficile de recevoir des services ou de voir un médecin.
- ▶ Plus ça va, plus les services exigent des frais.
- ▶ Le personnel du réseau est insuffisant, épuisé, démotivé, malade, etc. !

Notre population vieillit, les besoins sont en croissance, et avec la nouvelle réforme, on ne peut pas se permettre de rater notre coup. Malheureusement, personne ne croit que le projet de loi 15 du ministre Dubé va améliorer l'accessibilité ou la qualité des soins et des services à la population OU rendre le réseau plus efficace !

Pourtant, des solutions visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), il y en a. Depuis des décennies, experts et représentants du personnel lèvent la main pour proposer des idées. À la CSN, on croit qu'il faut :

- ▶ **décentraliser le réseau ;**

La réalité des besoins en santé et en services sociaux n'est pas la même à Baie-Comeau et dans le quartier Côte-des-Neiges à Montréal, à Sherbrooke ou à Saint-Jérôme. Il faut laisser les intervenantes et les intervenants ainsi que les communautés déterminer les priorités et les solutions.

- ▶ **déprivatiser le réseau ;**

Les impôts et les taxes qui servent à engraisser des entreprises à but lucratif, ça suffit ! N'oublions pas le scandale des partenariats public-privé (PPP) et la corruption engendrée par la privatisation.

- ▶ **démocratiser le réseau.**

Certains semblent oublier que le réseau appartient d'abord et avant tout aux Québécoises et aux Québécois. Il faut laisser une place à la prise de parole citoyenne et au personnel qui connaît le réseau !

.....

Plus en détail, la réforme Dubé c'est...

Le ministre Dubé, avec le PL 15, dit avoir trouvé LA solution. Selon lui et seulement lui, pour rendre le réseau plus « efficace », il faut :

- ▶ créer une société d'État remplie de « *top gun* du privé » qui gérera le réseau à la place du gouvernement ;
- ▶ donner encore plus de place aux entreprises à but lucratif ;
- ▶ créer un seul et unique méga employeur ;
- ▶ éloigner la prise de décisions du personnel et de la réalité terrain.

1. Une agence qui gèrera le réseau à la place du gouvernement

Ce dont le Québec a besoin : un RSSS administré démocratiquement au service de la santé et du mieux-être de la population !

Le projet de loi dit...

Ce que ça veut dire...

Le gouvernement crée la société d' tat Santé Québec pour administrer le RSSS.

- Il peut sembler être bien avis  de soustraire l'administration du RSSS aux aléas des décisions électorales, mais...

Le ministre de la Santé et des Services sociaux n'aura qu'un rôle d'orientation.

- Le ministre et le gouvernement élu ne seront plus responsables de ce qui se passe dans le RSSS. Si ça va mal, ce sera la faute du président de Santé Québec qui lui, n'est pas élu.
- Les député-es de l'opposition ne pourront plus questionner le ministre responsable du plus gros budget de l' tat.

Santé Québec devra être « efficace ».

- Tout le monde veut de l'efficacité ! La question est de savoir de quelle efficacité on parle.

Le projet de loi ne mentionne pas quelles seront les cibles de cette efficacité.

- Le seul objectif du RSSS doit être d'améliorer la santé et le bien-être de la population, mais ce n'est pas inscrit dans le projet de loi actuel.
- L'efficacité ciblée par le ministre semble surtout celle des données de son tableau de bord. Il ne faut pas oublier qu'au-delà des chiffres, il y a des gens qui ont des besoins criants.
- Santé Québec devra respecter ses budgets. Est-ce dire qu'elle pourra ou devra couper dans les services pour atteindre cette « efficacité » ?

2. Privatiser les soins de santé et les services sociaux

Ce dont le Québec a besoin : un réseau public et accessible pour toutes et tous, quel que soit le revenu de la personne

Le projet de loi dit...

Ce que ça veut dire...

Le RSSS est à présent officiellement à la fois public et privé.

- La sous-traitance coûte cher à l' tat. Lorsque le gouvernement paie pour permettre aux entreprises de générer des profits, ce sont en fait des budgets de moins pour les CPE, pour les écoles, pour les hôpitaux, pour les routes, etc.
- Plus le privé se développe, plus il manque d'employé-es dans le réseau public. Ce sont des vases communicants. Moins de personnel dans le réseau public nuit à l'accès à des services complets.
- Plus on privatise, plus les gens doivent payer pour des soins et des services qui ne seront pas nécessairement toujours couverts par la RAMQ. En pleine période d'inflation, la hausse des coûts des assurances collectives fait mal.

Le RSSS n'a jamais été compl tement public, mais ajouter encore plus d'entreprises à but lucratif dans le réseau n'est pas sans conséquences.

3. Un seul et unique méga employeur

Ce dont le Québec a besoin : un RSSS proche des gens et de leurs besoins, quel que soit le lieu où ils habitent

Le projet de loi dit...

Il y aura davantage de cadres dans le réseau pour une gestion plus décentralisée.

Santé Québec sera le seul et unique employeur du réseau de la santé et des services sociaux.

L'ancienneté des employé-es sera provinciale.

Ce que ça veut dire...

- Il y aura plus de cadres, oui, mais quels pouvoirs auront-ils? Pourront-ils vraiment prendre des décisions localement?

- Il est tout simplement impossible que la gestion du quotidien (par exemple la santé-sécurité au travail, les vacances, la paye) se fasse à Québec, loin des réalités locales.

- Les syndicats ne sont pas contre le principe d'une ancienneté provinciale, mais elle doit être négociée afin de limiter le jeu de la chaise musicale à travers le Québec qui va encore déstabiliser les équipes et l'offre de services.

Aucun expert ne croit au projet de décentralisation de la réforme Dubé.

4. Dénigrer les travailleuses et les travailleurs

Ce dont le Québec a besoin : que le RSSS devienne un employeur de choix qui inspire les gens à travailler dans le réseau

Le ministre Dubé dit...

Dans les médias et en commission parlementaire, il a pointé les coupables de tous les maux du RSSS : les syndicats!

Ce que ça veut dire...

- Les syndicats ne sont rien de moins que les porte-parole élus des travailleuses et des travailleurs qui tiennent à bout de bras le réseau, jour après jour, nuit après nuit. Dénigrer les syndicats, c'est détourner l'attention ailleurs que sur les véritables coupables que sont les gouvernements successifs qui, comme la CAQ, ont imposé de lourdes réformes de gestion et de privatisation sans que ça améliore la situation (ex. : création des GMF). Il serait temps d'écouter les employé-es du réseau pour cibler les solutions les plus efficaces.

**VRAIMENT
PUBLIC**



Pour consulter la plateforme en ligne, numériser le code QR et visiter la section **Liens** du site **Vraiment public**

